

Cote du document:	EB 2008/93/R.13
Point de l'ordre du jour:	7 a)
Date:	19 mars 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexes	
I. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Programme pour l'établissement de liens entre les moyens d'existence des petits exploitants et les marchés émergents des industries agro-alimentaires novateurs sur le plan de l'environnement	3
II. Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine (RUPES) – Phase II	9

Sigles et acronymes

CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIP	Centre international de la pomme de terre
CIRAF	Centre mondial d'agroforesterie
NARS	Système national de recherche agricole
RUPES - Phase I	Programme de rétribution des pauvres des hautes terres pour la prestation de services environnementaux en Asie
RUPES - Phase II	Rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine
S&E	Suivi et évaluation

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telles qu'elles figurent au paragraphe 8.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant deux propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 3 millions de USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Programme pour l'établissement de liens entre les moyens d'existence des petits exploitants et les marchés émergents des industries agro-alimentaires novateurs sur le plan de l'environnement;
 - ii) Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine; (RUPES) - Phase II.
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2003, sont les suivants:
 - a) promouvoir la recherche utile aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain; et
 - b) renforcer les capacités des institutions partenaires au service des pauvres, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les stratégies adoptées par les groupes cibles du Fonds pour assurer la sécurité alimentaire au niveau des ménages, plus particulièrement dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies reposant sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones qui prennent en compte la problématique hommes-femmes et sont de nature à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux moyens de production (terre et eau, services financiers diversifiés, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des producteurs primaires pauvres, au travers de leurs petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur rémunératrices auxquelles ils participent, à des marchés d'intrants et de produits transparents, compétitifs et efficaces pour ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en

fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient à l'appui d'approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage parmi les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs qui aideront le Fonds à établir des liens stratégiques durables avec ses partenaires de développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.

6. Le Programme pour l'établissement de liens entre les moyens d'existence des petits exploitants et les marchés émergents des industries agro-alimentaires novateurs sur le plan de l'environnement répond en particulier aux objectifs a) à f) ci-dessus pour les raisons suivantes: i) le programme améliorera les moyens d'existence des petits exploitants pauvres en ressources des hautes terres, tout particulièrement les minorités ethniques et les femmes, grâce à des systèmes de culture et d'élevage intégrés ainsi qu'à une production et à une utilisation durables des cultures vivrières, des cultures fourragères, des cultures de fibres et des cultures énergétiques, tout en facilitant les liens commerciaux avec les transformateurs agro-industriels au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Vietnam; ii) il donnera aux acteurs concernés les moyens de tirer parti de nouveaux débouchés économiques, d'augmenter leur revenu et d'améliorer leur sécurité alimentaire; iii) il permettra aux petits exploitants d'avoir accès à des techniques agricoles améliorées propres à favoriser des systèmes de production durables plus efficaces et de meilleures méthodes de gestion et de préservation des ressources naturelles; et iv) il diversifiera les moyens d'existence en développant des filières commerciales qui ajouteront de la valeur à la production au travers d'entreprises respectueuses de l'environnement.
7. La deuxième phase du Programme RUPES répond en particulier aux objectifs a) à f) ci-dessus, puisqu'il encourage: i) des activités de recherche utiles aux pauvres concernant des approches innovantes et des options technologiques visant à renforcer l'impact sur le terrain; et ii) l'accès aux moyens de production et une gestion durable et productive de ces ressources.

Deuxième partie – Recommandation

8. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme pour l'établissement de liens entre les moyens d'existence des petits exploitants et les marchés émergents des industries agro-alimentaires novateurs sur le plan de l'environnement, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine (RUPES)-Phase II, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Centre international d'agriculture tropicale (CIAT): Programme pour l'établissement de liens entre les moyens d'existence des petits exploitants et les marchés émergents des industries agro-alimentaires novateurs sur le plan de l'environnement

I. Contexte

1. Dans la sous-région du Grand Mékong, les préoccupations liées à la protection de l'environnement et à la sécurité énergétique représentent pour les petits exploitants pauvres des hautes terres de nouvelles possibilités de produire des ressources agricoles renouvelables – produits alimentaires, fourrages, fibres et carburants – et de prendre pied sur les marchés en vue de la transformation de ces ressources. Cette évolution est importante pour la sécurité alimentaire et pour un développement économique durable à l'échelle villageoise et nationale et elle a des conséquences locales et mondiales pour l'environnement. Une production agricole et une gestion forestière durables, une utilisation plus efficace de l'énergie et des sources d'énergie renouvelable sont autant de facteurs à prendre en compte dans la régulation des émissions de carbone imputables aux activités humaines, l'un des principaux éléments contribuant au changement climatique.
2. Au titre du programme proposé, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et le Centre international de la pomme de terre (CIP) collaboreront directement avec les projets financés par le FIDA au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Vietnam, ainsi qu'avec les partenaires de recherche et le secteur industriel pour relier les petits exploitants aux nouveaux marchés que représentent certaines cultures agro-industrielles "vertes". Une production accrue de ces cultures et un meilleur accès aux marchés pour les produits et les sous-produits devraient permettre aux petits exploitants d'accroître leur revenu. Le programme aidera à diversifier et à augmenter la productivité et le revenu des ménages, ainsi qu'à améliorer la sécurité alimentaire en encourageant les systèmes de production végétale et animale intégrés. Par ailleurs, une meilleure utilisation des sous-produits industriels atténuera les problèmes de pollution locaux. Ensemble, des cultures industrielles "vertes" et des systèmes de production et de transformation durables et favorables à l'environnement auront des incidences économiques et environnementales très variées au niveau domestique, local, national et mondial. En procédant par étapes, le programme privilégiera un certain nombre de cultures industrielles "vertes" et leurs interactions avec l'élevage.

Production de féculé et de bioéthanol à partir du manioc

3. Le prix du manioc a considérablement augmenté au cours des dernières années, sous la pression de la demande émanant à la fois des fabricants de féculé, de l'industrie de l'alimentation animale et, plus récemment, des producteurs de bioéthanol. Plusieurs facteurs rendent cette culture particulièrement intéressante pour les petits exploitants pauvres en ressources et pour les producteurs de biocarburant. Tout d'abord, le manioc se caractérise par une excellente utilisation de l'eau: il est très résistant à la sécheresse et à la pauvreté des sols et assure un bon rendement même sur les terres marginales. Dans les systèmes de production et les moyens d'existence des agriculteurs, c'est une culture flexible qui se prête à diverses possibilités d'association, de rotation, de plantation et de récolte, et qui assure un approvisionnement stable en matière première pour l'industrie. Enfin, comme le manioc est moins exigeant en ressources que le maïs ou la canne à sucre, par exemple, il fait moins concurrence à la production alimentaire et représente une moindre menace pour l'offre et les prix des produits alimentaires.

Pâtes, papiers et fibres

4. La croissance, l'industrialisation et l'urbanisation rapides de l'Asie du Sud-Est et de la Chine ont fortement accru la demande de papier. La plupart des pays de la sous-région du Grand Mékong sont des importateurs de pâtes et de papiers. Le kénaï, la roselle et le mûrier à papier sont des plantes fibreuses à croissance rapide qui peuvent être cultivées par les petits exploitants et transformées sur place en pâte ou en papier. Le kénaï et la roselle, qui sont des plantes annuelles, sont plus productifs par unité de surface que les arbres à croissance rapide dont l'arrivée à maturité peut prendre de cinq à sept ans. En ce qui concerne le mûrier à papier, la récolte se fait actuellement dans des friches broussailleuses ou des plantations domestiquées dans la partie septentrionale de la République démocratique populaire lao. La production sur place de papiers, de fibres et de produits artisanaux de grande qualité, qui peuvent offrir des perspectives d'emploi non agricole et hors saison, en particulier aux femmes, est une source locale de valeur ajoutée.

Interactions entre les cultures et l'élevage

5. Si les filières producteurs-transformateurs font l'objet de négociations adéquates, la production de cultures industrielles offrira une source stable de revenu monétaire aux ménages de petits exploitants. En outre, les sous-produits de la transformation du manioc (déchets d'usine) et les feuilles non utilisées du manioc, du kénaï, de la roselle et du mûrier à papier qui restent dans les exploitations sont des aliments précieux pour l'élevage de bovins, de buffles, de caprins, de porcins et de volailles et de poisson. Il est souvent difficile pour les petits éleveurs d'accroître leur production car ils ne disposent pas du capital nécessaire pour acheter des aliments dans le commerce. Avec une meilleure connaissance de la production fourragère ainsi que de la préparation et de la gestion des aliments pour animaux, ils pourraient développer notablement leur activité en utilisant uniquement les plantes fourragères cultivées sur place et les sous-produits industriels.
6. L'intensification de la production animale permet de produire des quantités plus importantes de fumier que l'on peut utiliser pour entretenir ou améliorer la fertilité des sols et la production agricole, et pour produire du biogaz, une source d'énergie propre et abondante pour la cuisson domestique ou pour de petites activités de transformation.
7. Une plus grande production animale et des systèmes de culture et d'élevage intégrés plus efficaces permettront de diversifier davantage la production, d'accroître les revenus, de réduire les risques commerciaux, d'améliorer la nutrition et d'élargir l'accès à une énergie renouvelable produite sur place, c'est-à-dire, en fin de compte, d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

8. Le programme fera intervenir des partenaires régionaux issus de la recherche et du secteur privé pour donner aux femmes et aux hommes sans ressources qui vivent en zone rurale, y compris les minorités ethniques, les moyens de tirer parti de nouvelles perspectives économiques pour accroître leur revenu et améliorer leur sécurité alimentaire. Le programme permettra aux petits exploitants d'accéder à des techniques agricoles améliorées pour assurer des systèmes de production durables et plus efficaces, et promouvoir de meilleures méthodes de gestion et de préservation des ressources naturelles. Il favorisera la diversification des moyens d'existence et le développement de filières commerciales par l'intermédiaire d'activités qui contribueront à protéger l'environnement.
9. Le programme fera participer les ruraux pauvres à la lutte contre le changement climatique, tout en relevant leur niveau de vie. La diversification des petites activités agricoles, fondée sur un faible apport d'intrants et sur un meilleur recyclage de l'énergie et des produits, constitue la meilleure façon de produire des

matières premières destinées aux agro-industries "vertes", et d'améliorer la qualité de l'environnement tant au niveau local qu'au niveau mondial.

10. Les innovations proposées par le programme seront démontrées ou adaptées, et serviront à l'élaboration des futurs projets d'investissement. Une approche fondée sur une alliance en matière d'apprentissage mettra en évidence les méthodes et enseignements retenus qui profiteront aux partenaires des projets d'investissement, actifs ou intervenant dans le cadre d'une "alliance indirecte". Cette approche démontrera aux décideurs la viabilité des innovations et méthodes susmentionnées.

III. Le programme proposé

11. Le principal objectif du programme est d'améliorer les moyens d'existence des petits exploitants pauvres en ressources des hautes terres, tout particulièrement les minorités ethniques et les femmes, grâce à des systèmes de culture et d'élevage intégrés, ainsi qu'à une production et à une utilisation durables des cultures vivrières, des cultures fourragères, des cultures de fibres et des cultures énergétiques, tout en facilitant les liens commerciaux avec les transformateurs agro-industriels au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Vietnam.
12. Le programme durera quatre ans et collaborera directement avec trois à cinq projets d'investissement financés par le FIDA, avec leurs partenaires d'exécution au sein des services de vulgarisation des administrations locales et avec les agro-industries, le but étant d'intégrer les trois composantes suivantes:
 - diversification des systèmes de culture pour accroître les revenus et la sécurité alimentaire;
 - mise en place de filières producteurs-transformateurs pour développer le marché et les entreprises du secteur agro-industriel;
 - partage des savoirs pour accélérer les innovations.
13. Une mise en œuvre échelonnée des activités donnera d'abord la priorité à la chaîne de valeur du manioc et à l'intégration des systèmes de culture et de recyclage des déchets dans la production animale des petits exploitants. Si les conditions commerciales et économiques des projets d'investissement sont favorables, le programme contribuera à faciliter le passage de la production de fécule à celle de biocarburant, ou aidera les investisseurs à implanter les nouvelles installations de production de biocarburant à proximité des bénéficiaires des projets d'investissement. Des activités destinées à relier les petits exploitants au secteur des pâtes et papiers seront mises en place ultérieurement dans le cadre du programme, lorsque les perspectives auront été identifiées, les partenariats mis sur pied et les capacités de production et de commercialisation renforcées.
14. Un engagement direct dans les projets d'investissement financés par le FIDA garantira que les innovations techniques et les filières commerciales profiteront aux petits exploitants pauvres des zones rurales. Sur les sites d'exécution pilotes, des vulgarisateurs seront formés à des méthodes de diagnostic et de planification à caractère participatif. L'analyse des moyens d'existence, selon le sexe et le patrimoine, permettra de comprendre l'économie des ménages et le partage du travail, de canaliser les interventions appropriées vers des groupes déterminés et d'engager les villageois dans un processus de développement technique et de suivi à caractère participatif.
15. La stratégie globale du programme comportera un cycle de recherche-développement comprenant les phases suivantes: i) ciblage des ressources, des marchés et des moyens d'existence; ii) recherche des possibilités d'amélioration; iii) renforcement des capacités et expérimentation des innovations; et iv) partage et diffusion.

IV. Résultats et avantages escomptés

16. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- Les petits exploitants pauvres en ressources des hautes terres vivant sur les sites visés bénéficieront de revenus accrus et d'une meilleure sécurité alimentaire grâce au développement de la production de certaines cultures de rapport et cultures fourragères, à un meilleur accès aux marchés agro-industriels et à la valorisation des déchets et des sous-produits destinés à l'alimentation animale et à la production d'énergie. De leur côté, les transformateurs agro-industriels tireront avantage d'un meilleur accès aux cultures industrielles et d'une meilleure gestion des déchets et des sous-produits.
 - Ce programme démontrera aux décideurs ainsi qu'aux industriels et investisseurs du secteur privé que le fait de relier les petits exploitants aux nouveaux marchés agro-industriels novateurs du point de vue environnemental est un modèle viable pour la réduction de la pauvreté et le développement rural, et que l'amélioration des filières producteurs-transformateurs peut déboucher sur des avantages mutuels qui assurent une offre stable de matières premières pour la production durable de produits alimentaires, de fourrage, de fibre et d'énergie destinés à l'économie locale et nationale.

V. Modalités d'exécution

17. Le CIAT sera l'organisme d'exécution chargé de gérer le budget et de faire rapport sur l'avancement des activités. Il exécutera le programme en partenariat avec le Centre international de la pomme de terre (CIP). Le CIAT et le CIP signeront un protocole d'accord pour mettre en œuvre le partenariat.
18. Un coordonnateur de programme, basé au Bureau régional du CIAT pour l'Asie situé à Vientiane, gèrera le programme et apportera un appui dans le domaine de l'agriculture d'altitude, des systèmes de culture et des méthodes de développement technique à caractère participatif, tout en coordonnant les contributions des partenaires de recherche internationaux, régionaux et nationaux et des consultants du secteur privé qui soutiennent le programme. La composante "systèmes de culture" étant le principal lien avec les bénéficiaires cibles du programme, la coordination sera liée, sur le plan organique, à l'exécution et au suivi des résultats et impacts intermédiaires. Le coordonnateur rendra compte, dans des rapports de situation annuels, des progrès quantitatifs et qualitatifs accomplis dans l'exécution du programme et la réalisation des objectifs. Le personnel affecté au programme collaborera avec les partenaires de recherche par l'intermédiaire de coordonnateurs nationaux provenant des institutions partenaires en charge des systèmes nationaux de recherche agricole (NARS).
19. Un comité directeur représentant les principaux partenaires d'exécution du programme (CIAT, CIP, NARS, secteur privé et FIDA) se réunira chaque année pour faire le point des activités, décider de leur orientation et veiller à ce que les besoins du programme soient intégrés dans les plans de travail annuels. Les réunions annuelles du comité directeur offriront la possibilité de consulter les acteurs et permettront au FIDA d'assurer la supervision, laquelle sera également liée à chacun des projets financés par le FIDA qui sont appuyés directement par le programme.
20. Le système de suivi et d'évaluation (S&E) établi au début de l'exécution du programme comprendra des indicateurs de résultats (voir l'appendice) par sexe et par origine ethnique. Le programme fera intervenir les équipes S&E des projets d'investissement en vue d'évaluer l'impact global des activités. Des données de référence ayant trait aux aspects pertinents des systèmes de subsistance des petits exploitants et de la production industrielle seront recueillies sur les sites visés

pendant la phase initiale de diagnostic et d'engagement. Les données nécessaires au suivi et à l'évaluation globale d'impact seront collectées à mi-parcours et à la fin du programme. Il est prévu que les agro-industries auront leurs propres systèmes de suivi et d'évaluation de l'impact, comme il ressort de leurs registres d'entrées-sorties et de leurs états financiers. Un accès à des informations exactes leur sera demandé.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le coût total du programme est de 2,25 millions de USD, dont 1,5 million sera financé par un don du FIDA. Le CIAT, le CIP et les institutions partenaires NARS apporteront environ 0,75 million de USD sous la forme de contributions en nature. Les achats du secteur privé devraient renforcer sensiblement le volet cofinancement du programme lorsque les avantages pour les partenaires agro-industriels auront été démontrés, permettant ainsi d'amplifier et d'étendre les activités.
22. Le budget total du programme est présenté dans le tableau ci-après.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
Dépenses de personnel	450	300
Assistance technique	180	250
Recherche-action, extension des marchés, NARS	350	150
Formation et ateliers	325	50
Frais généraux	195	-
Total	1500	750

^a Le cas échéant.

Results-based logical framework

Objective Hierarchy	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions / Risks
<p>Goal Marginalized poor in the uplands of the Greater Mekong Subregion benefit from improved livelihoods through sustainable farming systems, enhanced by engagement with environmentally progressive agro-industries.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • % reduction in Households considered food insecure in target areas • Reduction in % of population below poverty line in target areas • Increased share of production in target area from agro-industries with improved environmental practices • % increase in percapita income through participation in markets linked to environmentally progressive agro-industries 	National and provincial government income, food security, and industrial production statistics, environmental impact assessments	Agro-industries willing to link with smallholders
<p>Purpose Livelihoods of resource-poor upland smallholder farmers, especially ethnic minorities and women, are improved through integrated crop/livestock systems and sustainable production and utilisation of food, feed, fibre, and energy crops, with facilitative market linkages to agro-industrial processors in Cambodia, the Lao PDR and Viet Nam.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • % HHs in target area linked to agro-industrial markets • HH income from sales to agro-industrial markets • Food security of target households • % of women and minorities benefiting from project proportional to population 	HH surveys, census reports and local statistics, IFAD M&E, project, impact assessment report	Policies continue to support rural development
<p>Component 1: Diversified Farming Systems for Increased Income and Food Security Output 1 Incomes and food security of targeted beneficiaries are improved through increased production of selected cash and food/feed crops and the utilization of agro-industrial by-products for intensified livestock production.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Increased capacity of extension services to catalyse and support innovations for diversifying livelihoods • % of women and minorities reached by extensionists and participating in on-farm trials, demonstrations, trainings, and participatory dissemination activities is proportional to population, or better. • Increased HH income from sales of selected crops • Increased HH income from sales of livestock • % of HHs adopting new cropping technologies/varieties • % of HHs adopting new livestock feeding technologies • % of HHs adopting technologies for utilising production and processing by-products 	Extensionists' self assessments, HH surveys, census reports and local statistics, IFAD investment projects' M&E, project reports, impact assessment report, (data disaggregated by gender and ethnicity)	Continued high oil prices favour production of renewable alternatives Continued or increasing demand for livestock products Concern about environmental problems from agro-industrial production stimulates innovation and supports creation of cycling enterprises
<p>Component 2: Producer-Processor Linkages for Agro-Industrial Market and Agro-Enterprise Development Output 2 Smallholder producers and village-based processors gain from increased market opportunities through mutually beneficial linkages with agro-industrial processors.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification of HHs livelihoods portfolios • Increased linkage with agro-industrial markets benefits women and ethnic minorities • Women and ethnic minorities have active role in deciding producer/processor linkages and benefits • Model contractual producer/processor relationships developed and available to smallholder producers • Number of waste cycling enterprises operating • Women and ethnic minorities have equal access to information and opportunities for participation in scaling-out and enterprise development activities 	Household surveys, impact surveys and focus group discussions specifically targeting women and minorities, records of meeting participants, model contracts, business records, project reports (data disaggregated by gender and ethnicity)	Policy environment conducive to local business development Sustained or increasing demand for agro-industrial products
<p>Component 3: Knowledge Sharing to Accelerate Innovation Output 3 Local and regional platforms facilitate knowledge management and sharing among producers, processors, researchers, policy makers, and investors to promote enterprises that increase the value of agro-industrial value chains and support equitable rural development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Extension materials on crop and livestock production technologies developed and disseminated • Numbers of individuals, groups, and institutions reached by extension materials on crop and livestock production technologies • Learning alliances established and operating at each project site • Number of activities scaled-out to new communities/enterprises • Women and ethnic minorities have equal access to information and opportunities for participation in scaling-out and enterprise development activities 	Manuals, posters, brochures, internet links, reports, meeting minutes, programme/ project, or enterprise development plans (data disaggregated by gender and ethnicity)	Sustained stakeholder interest and active leadership support

Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et partage des investissements dans ce domaine (RUPES) – Phase II

I. Contexte

1. Bien que l'Asie soit le principal moteur de la croissance économique mondiale, elle abrite encore les deux tiers des pauvres de la planète et ses écosystèmes fragiles sont soumis à la pression de populations nombreuses et à croissance rapide. Outre le fait qu'elles sont souvent vaines, les tentatives faites pour protéger la valeur environnementale des écosystèmes en question excluent très souvent les populations pauvres et défavorisées de l'accès aux ressources dont elles ont besoin (terre, eau et forêt) pour leur subsistance.
2. Sa mission étant d'œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté, le FIDA se préoccupe tout particulièrement du changement climatique et de sa relation avec l'agriculture, la principale source de subsistance de la plupart des ruraux pauvres¹. Le Fonds est conscient que le changement climatique constitue l'une des menaces les plus graves pour le monde, et qu'il a un impact disproportionné pour des millions de ruraux pauvres. Les effets du changement climatique rendent plus difficile la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui est de réduire de moitié la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté d'ici à 2015. Le FIDA doit non seulement aider les populations rurales pauvres à faire face au changement climatique, mais il doit aussi faire en sorte que ces populations participent à la résolution du problème.
3. De janvier 2002 à juin 2007, le Programme de rétribution des pauvres des hautes terres pour la prestation de services environnementaux en Asie (RUPES) – Phase I a été financé par un don du FIDA d'un montant de 1,4 million de USD et mis en œuvre par le CIRAF, aux côtés de plusieurs partenaires internationaux et nationaux.
4. L'idée de rémunérer d'une façon ou d'une autre les services environnementaux a pour but d'offrir des incitations et des avantages à tous ceux qui utilisent de façon traditionnelle des écosystèmes précieux pour l'environnement et qui acceptent en contrepartie, d'adopter des pratiques susceptibles de protéger ou d'améliorer ces écosystèmes. Les services qu'ils rendent ainsi à l'ensemble de la population font l'objet d'une rémunération dans le cadre de contrats négociés.
5. La phase I du programme RUPES a largement répertorié les services environnementaux qui pouvaient apporter une contribution positive en matière d'érosion, d'eau salubre, de biodiversité et de séquestration du carbone. Le programme a attiré l'attention des décideurs et du public en général en raison de son approche novatrice et des possibilités offertes, mais aussi parce qu'il mettait en évidence les risques d'exclusion auxquels les ruraux pauvres sont confrontés. La phase I du RUPES compte à son actif plusieurs systèmes pilotes de rémunération de services environnementaux dans le domaine de l'aménagement hydrographique. Ses plus grandes réussites concernent la gestion des conflits de propriété dans les zones forestières marginales et la répartition, désormais plus efficace et plus équitable, des fonds engendrés par les installations hydroélectriques tributaires de l'entretien des bassins versants dans les hautes terres. Le RUPES a également permis de mettre au point, pour une évaluation rapide des liens entre l'utilisation de la terre et l'état de l'environnement, des outils qui peuvent considérablement réduire les coûts de transaction et renforcer la crédibilité des accords entre acheteurs et vendeurs de services environnementaux. En outre, le programme a

¹ <http://www.ifad.org/climate>.

appuyé la création, en Indonésie, aux Philippines et à Sri Lanka, de comités techniques nationaux qui se sont faits les avocats d'une révision des politiques. En Indonésie, par exemple, le comité national a joué un rôle primordial dans la ratification du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Comité directeur international du RUPES - Phase I a intégré dans le programme les perspectives et recommandations de diverses organisations internationales.

6. La phase I du RUPES a été conçue au moment où le Protocole de Kyoto venait d'être mis en place et où l'on espérait beaucoup qu'une rémunération substantielle pourrait être accordée aux habitants des forêts tropicales au titre des services rendus en matière de séquestration du carbone. En décembre 2007, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Bali (Indonésie) a décidé qu'il était nécessaire de mener des activités de recherche et de démonstration pour tester différentes façons de réduire les émissions liées à la déforestation dans les pays en développement. C'est là une occasion d'engager des actions auprès des communautés rurales pour combattre la pauvreté tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en permettant à ces populations l'accès à un marché, celui du carbone, qui représente plusieurs milliards de dollars. Il est urgent de s'attacher à promouvoir des mécanismes favorables aux pauvres pour prévenir les effets négatifs du changement climatique et renforcer les perspectives positives dont il s'accompagne pour les groupes cibles du FIDA.
7. À l'issue de son évaluation de la phase I du RUPES, le FIDA a recommandé la mise en œuvre d'une deuxième phase en vue de prolonger les premières réalisations du programme, de les consolider et d'en élargir la portée.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

8. Le programme de rétribution pour l'utilisation de services environnementaux favorables aux pauvres et le partage des investissements dans ce domaine (RUPES) - Phase II sera l'occasion pour le FIDA de s'intéresser au changement climatique envisagé sous l'angle de la pauvreté et de tirer des enseignements susceptibles d'être intégrés dans ses activités de développement rural. Le changement climatique concerne tous les services environnementaux qui seront ciblés par le programme et conditionne les diverses façons dont ces services peuvent être rémunérés pour réduire la pauvreté, telles qu'elles ressortent de la phase I du RUPES.
9. La conception de la deuxième phase du programme concorde avec l'axe stratégique de la Division Asie et Pacifique, qui est de s'attaquer aux problèmes de la dégradation des sols et de démarginaliser les pauvres des hautes terres. Le RUPES - Phase II a de bons atouts pour trouver de nouvelles façons de réduire la pauvreté en Asie et permettra de mettre en place des solutions durables en matière de rémunération des services environnementaux, tout particulièrement dans le cadre des projets de développement rural du FIDA. Il existe de nouvelles options intéressantes qui permettront aux administrations locales de tirer des revenus des marchés internationaux, notamment du tout nouveau marché du carbone, en menant des actions à la fois bénéfiques pour l'environnement et pour la lutte contre la pauvreté.
10. Le succès du RUPES - Phase I est en grande partie celui de ses réseaux internationaux et de leur contribution aux activités du programme par l'intermédiaire du Comité directeur international. Le grand nombre de partenaires du RUPES - phase II et leur diversité offriront au FIDA la possibilité de travailler avec d'autres acteurs et d'apprendre à leur côté.

III. Le programme proposé

11. Le programme proposé durera quatre ans et consolidera les résultats obtenus dans le cadre de la première phase du RUPES. Son objectif global sera d'assurer la rémunération des populations pauvres d'un certain nombre de pays asiatiques pour les services environnementaux qu'elles fournissent. On obtiendra ce résultat en diffusant les mécanismes adéquats dans le contexte des politiques nationales, par le biais des acheteurs de services environnementaux et dans le cadre d'activités de développement rural. La réalisation de ces objectifs sera mesurée au moyen de systèmes de suivi établis avec l'appui du programme. Comme le RUPES - Phase I, le programme soutiendra l'élaboration de processus et la création d'un cadre propices à la rémunération des services environnementaux.
12. Le programme aura pour cible les populations indigènes qui vivent dans les forêts et les petits exploitants marginaux exposés à la dégradation de l'environnement et au changement climatique. Il s'efforcera en particulier de faire bénéficier les femmes en recueillant systématiquement des renseignements sur la façon dont les systèmes mis en place influent sur leur vie, en bien comme en mal.
13. Le programme comportera cinq grandes composantes:
 - cadre d'action national;
 - engagement des acheteurs et des investisseurs internationaux et nationaux;
 - mise en place d'intermédiaires dans le domaine des services environnementaux;
 - création de nouveaux mécanismes de rémunération des services environnementaux efficaces, efficaces et favorables aux pauvres;
 - intégration de la rémunération des services environnementaux dans les initiatives du FIDA en matière de développement rural.

IV. Résultats et avantages escomptés

14. Le programme multipliera directement les services liés à l'écosystème dans le cadre des activités financées et cofinancées par le FIDA et contribuera à leur développement économique global. Le RUPES - Phase II devrait produire les résultats ci-après par composante:
 - **Cadre d'action national:** le programme contribuera à la mise en place de cadres d'action pour la création d'un système de rémunération des services environnementaux qui soit à la fois volontaire, réaliste et favorable aux pauvres. Il fournira aux décideurs nationaux les informations nécessaires pour participer aux forums internationaux dont le but est de chercher à promouvoir la création et la mise en œuvre de systèmes de rémunération internationaux efficaces. Il aidera aussi les administrations locales à élaborer des systèmes de rémunération des services environnementaux et encouragera le dialogue entre les différents acteurs concernés pour veiller à ce que les options politiques et institutionnelles facilitant ces systèmes soient adoptées. La prise en compte de la rémunération des services environnementaux dans les politiques gouvernementales, ainsi que le renforcement des capacités locales et du pouvoir de négociation des ruraux pauvres constitueront une stratégie de sortie pour les interventions au niveau des projets.
 - **Engagement des acheteurs et des investisseurs internationaux et nationaux:** le programme offrira aux partenaires du secteur des entreprises de nouvelles possibilités de participer à des mécanismes de rémunération des services environnementaux et de partage des

avantages environnementaux, conformément à leurs préoccupations en matière de responsabilité sociale. Le RUPES - Phase II expérimentera des modalités institutionnelles novatrices pour l'investissement international en réduisant la déforestation dans le cadre de partenariats avec des communautés sylvestres. Il recherchera et développera des mécanismes visant à rendre le marché du carbone et le financement des droits d'émission accessibles aux groupes cibles du FIDA. De même, il sensibilisera les acheteurs à la possibilité de participer aux mécanismes de rémunération et apportera une assistance technique aux vendeurs pour l'élaboration des plans d'exploitation et des contrats.

- **Mise en place d'intermédiaires dans le domaine des services environnementaux:** le programme apportera une aide aux opérateurs intermédiaires du marché des services environnementaux, notamment les ONG locales et les administrations locales intéressées, de manière à établir un lien efficace entre l'offre et la demande. Avec l'aide d'un financement du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, le RUPES - Phase II continuera de développer les méthodes d'évaluation rapide dont il a été l'initiateur dans sa première phase et fera intervenir des universités de la région pour créer des capacités locales de courtage efficaces durant les phases de formulation et de négociation des modalités de rétribution des services environnementaux.
- **Création de nouveaux mécanismes de rémunération des services environnementaux qui soient à la fois efficaces, efficients et favorables aux pauvres:** le programme poursuivra ses partenariats avec les centres de recherche-action existant actuellement en Indonésie, au Népal et aux Philippines. Il expérimentera aussi de nouvelles options en matière de rémunération des services environnementaux et continuera à recenser les mécanismes de rémunération financiers et non financiers susceptibles d'être mis en place au niveau des communautés et des ménages, dans le prolongement des activités de réduction de la pauvreté entreprises au cours de la première phase. Pour acquérir une expérience des projets relatifs au marché du carbone, le programme ouvrira deux nouveaux sites d'apprentissage consacrés aux mécanismes de réduction des émissions dues à la déforestation dans les pays en développement. L'un de ces sites sera implanté dans des zones de tourbières et aura pour objectif de fournir des modèles susceptibles d'aider les pauvres à prévenir les effets négatifs du changement climatique et de tirer parti des possibilités qu'il offre dans le cadre de projets relatifs au marché du carbone. Cette initiative créera des synergies avec le projet de réhabilitation et d'utilisation durable des forêts tourbeuses qui doit être prochainement financé par le FIDA et le Fonds pour l'environnement mondial en Asie du Sud-Est. Pour expérimenter d'autres systèmes de rémunération des services environnementaux, le RUPES - Phase II envisagera d'élargir son réseau de sites d'apprentissage en Asie, en s'appuyant sur d'autres sources pour financer les activités menées à ce niveau et sur les partenaires du Comité directeur international pour en assurer la gestion.
- **Intégration de la rémunération des services environnementaux dans les initiatives du FIDA en matière de développement rural:** alors qu'au moins 20% des nouveaux projets mis en œuvre par le FIDA en Asie envisagent activement d'incorporer la rémunération des services environnementaux dans leur stratégie, le RUPES - Phase II mettra au point des supports de communication et diffusera les

enseignements tirés, notamment par le biais de notes techniques, auprès des gouvernements, des chargés de programme de pays du FIDA, des équipes de pays et des personnels de projet, en vue de susciter une prise de conscience du potentiel que représente la rémunération des services environnementaux. Le programme permettra d'organiser des ateliers et de renforcer les moyens d'action en place, il contribuera à la conception de nouveaux projets du FIDA, accroîtra les connaissances de l'organisation en ce qui concerne la rémunération des services environnementaux utile au bénéfice des pauvres et reliera ses activités de gestion des savoirs au portail de la pauvreté rurale. Au moins deux projets financés par le FIDA, aux Philippines et au Vietnam, serviront de sites pour la recherche-action menée dans le cadre du RUPES - Phase II. Des liens étroits sont prévus avec le Programme de rémunération des services environnementaux en Afrique au profit des pauvres et avec le Programme de crédit pour l'eau verte, qui s'attaquent tous deux aux mêmes problèmes que le RUPES - Phase II, mais dans un contexte africain.

V. Modalités d'exécution

15. Le RUPES - Phase II sera coordonné par le Bureau régional du CIRAF pour l'Asie du Sud-Est et fera intervenir des partenaires pour atteindre les objectifs de ses diverses composantes. Il sera dirigé par un coordonnateur choisi au sein du CIRAF et placé sous la supervision technique du Coordonnateur régional du CIRAF pour l'Asie du Sud-Est afin d'assurer la synergie avec les autres projets de rémunération des services environnementaux du Centre dans le monde. Le coordonnateur du programme fera en sorte que des progrès effectifs soient réalisés en temps voulu en vue de la réalisation des objectifs retenus et se chargera de faire approuver les plans de travail et les budgets annuels ainsi que d'optimiser la collaboration avec les principaux partenaires. Le Coordonnateur régional du CIRAF veillera à la qualité des méthodes utilisées et des activités de recherche, et diffusera les résultats obtenus en vue de leur intégration dans les processus régionaux et internationaux appropriés.
16. Deux facilitateurs nationaux, un aux Philippines et un au Vietnam, seront désignés par le CIRAF pour gérer le programme. Un appui administratif leur sera fourni par le Bureau régional du CIRAF pour l'Asie du Sud-Est, le siège du CIRAF à Nairobi (Kenya) et les bureaux de pays en Chine, aux Philippines et au Vietnam.
17. Un comité consultatif international, issu du Comité directeur international du RUPES - Phase I, continuera à assurer la direction stratégique en matière d'exécution, de communication et d'évaluation du programme. En outre, comme dans le cadre du RUPES-I, les comités consultatifs nationaux et locaux veilleront à ce que les activités soient intégrées dans le contexte local et que les acteurs locaux aient voix au chapitre à toutes les étapes – de la planification à l'exécution.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

18. Pour le FIDA, le coût de ce programme de quatre ans sera de 1,5 million de USD. Le financement assuré par le Bureau régional du CIRAF pour l'Asie du Sud-Est provient de cinq autres sources: le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, le Réseau d'éducation agroforestière de l'Asie du Sud-Est, la Fondation Ford, l'Union européenne/le Groupe des huit, et les ressources ordinaires du CIRAF, qui prendra à sa charge le temps consacré au programme par son propre personnel de direction et la part des frais administratifs et généraux non couverte par le FIDA. Le budget total du programme, d'un montant de 3,9 millions de USD sera affecté aux cinq composantes du programme. Celui-ci sera supervisé chaque année par le FIDA.

Récapitulatif du budget financé par le don du FIDA

(en milliers de USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Personnel (coordination de l'ensemble du programme dans les pays, y compris le Népal, les Philippines et le Viet Nam)	236
Frais de voyage	102
Dépenses de fonctionnement (fournitures, loyers et services généraux)	111
Consultations et ateliers (réunions et ateliers, renforcement des capacités et supports de diffusion)	468
Recherche-action/partenariats (partenaires locaux, assistance technique pour les sites)	420
Frais administratifs (12%)	163
Total	1 500

Results-based logical framework

Narrative summary	Targets/ indicators	Verification	Assumptions / risks
Goal/ intended impact			
Rewards for provision of environmental services flow to poor people in an Asian context	Number of rural households directly benefiting from RES	Project reports of households benefiting and impact on women	Overall economic development continues to increase 'downstream' demand for ES across Asia.
Purpose			
Dissemination of appropriate RES mechanisms via national policies, buyers of ES and rural development initiatives.	Number of pro-poor RES schemes established or improved with RUPES II support	Project reports	International concerns about climate change and biodiversity loss continue to search for an effective interface with rural poverty
Outcomes, by Component			
A. National Policy Framework National policy makers enabled to design, develop, and implement policy framework for voluntary, realistic, conditional and pro-poor RES, and to actively participate in international fora on environmental agreements	At least 4 Asian countries have developed national policies that are increasingly conducive to realistic, conditional, voluntary, and pro-poor RES	Documented policy recommendations and feedback from meetings	Governments increase their interest in developing frameworks and policies to enable ES to be traded.
B. International and National Buyer and Investor Engagement International, national, and local ES beneficiaries engage as buyers in RES schemes that address rural poverty as well as secured environmental services	At least 10 potential buyers of ES receive information on opportunities for purchasing ES from rural communities promoted by RUPES II	Project reports listing buyers and type of information supplied.	Economic and regulatory conditions provide incentives to purchase watershed, carbon and biodiversity ES.
C. Environmental Services Intermediaries Enabled Brokers, certifiers, and other intermediaries enabled to effectively facilitate environmental services reward schemes without excessive transaction costs	Transaction costs reduced for at least 4 intermediaries identified and supported by RUPES II	Project reports listing brokers and type of support provided	Brokerage and certification are viable businesses without excessive transaction costs
D. Innovations in effective, efficient and pro-poor RES mechanisms Rural poor and associated project implementers enabled to select from and engage in a wider array of established and contextualised RES mechanisms	At least five new approaches to RES developed and tested with partner organizations	Project reports on results of new approaches	Potential exists to develop new RES approaches.
E. Mainstream RES into IFAD rural development initiatives IFAD and other agencies increasingly incorporate RES into rural poverty alleviation strategies and programs	At least 20% of new IFAD projects in Asia consider including RES in their strategies. Other donor projects also incorporate RES.	IFAD project concept or inception documents	IFAD CPMs and project design teams think it is worthwhile to include RES in project designs.